INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 30 mars 2022**

* Les marchés européens ont retracé une partie de leur forte hausse d'hier, les investisseurs s'interrogeant sur les réelles avancées réalisées hier lors des négociations entre la Russie et l'Ukraine. L'indice CAC 40 a cédé 0,74% à 6 741,59 points tandis que l'EuroStoxx50 a perdu 1,42% à 3 945,32 points. Le recul de Wall Street était plus limité, avec un Dow Jones en repli de 0,11%.
* Les spécialistes restent sceptiques quant à la réalité des avancées "significatives " lors des négociations entre la Russie et l'Ukraine. Moscou était en effet connu lors de la guerre en Syrie pour accepter des négociations ou des cessez-le-feu afin de regrouper ses forces avant de reprendre son offensive. De plus, les positions des deux parties sur le sort de la Crimée et du Donbass semblent toujours irréconciliables.
* La séance a par ailleurs été marquée par deux statistiques importantes. D'une part, l'inflation en Allemagne a dépassé les attentes en ressortant au plus haut depuis 1981, progressant de 7,3% en mars rythme annuel, selon une première estimation de Destatis. Aux normes européennes, l'inflation est ressortie à 7,6% en rythme annuel alors qu'elle était attendue à 6,8%.
* D'autre part, aux Etats-Unis, l'enquête ADP a révélé que la "job machine" tournait toujours à plein régime. En effet, le secteur privé a créé 455 000 emplois en mars 2022. Le consensus Reuters tablait sur la création de 450 000 emplois après 486 000 en février 2022 (chiffre révisé de 475 000).
* La devise européenne gagne 0,64% à 1,1159 dollar à la suite de la publication de chiffres d'inflation plus élevés que prévu en mars 2022. Le taux d'inflation annuel espagnol a accéléré pour atteindre 9,8% en mars, contre 7,6% en février. L'inflation en Allemagne est ressortie au plus haut depuis 1981, progressant de 7,3% en mars rythme annuel, selon une première estimation de Destatis.

Elle est alimentée par les prix de l'énergie, qui ont bondi de 39,5% en Allemagne.

Ces statistiques mettent la pression sur la BCE pour qu'elle resserre sa politique monétaire.

* Le cours de l'avocat a flambé hier pour atteindre un plus haut de 24 ans. Il est monté à 760 pesos la boite de 9 kilogrammes. Le fruit de l'avocatier est originaire du Mexique, qui est son plus important producteur. La production mexicaine d'avocats devrait chuter de 8% au cours de la campagne 2021-2022 par rapport au niveau record de la saison précédente, selon le département américain de l'agriculture.
* Au cours d'un évènement organisé par le Banque Centrale Européenne à Chypre, la présidente de l'institution, Christine Lagarde, a déclaré que la guerre en Ukraine avait introduit "une incertitude considérable dans les perspectives économiques". Elle s'est notamment inquiétée des trois principaux facteurs qui devraient pousser l'inflation un peu plus haut, à savoir les hausses des prix des énergies et des denrées alimentaires ainsi que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement.

Christine Lagarde évoque également les risques pour la croissance européenne et le fait que le conflit entame la confiance des ménages.

Dans ce contexte, la banque centrale a rappelé qu'elle prendrait "toutes les mesures nécessaires pour maintenir la stabilité des prix et préserver la stabilité financière" de la zone euro. En particulier, si l'inflation devait persister au-delà de l'objectif de 2%, la BCE s'est dite prête à "réviser son programme d'achats nets d'actifs en termes de taille et/ou de durée".

L'institution a également précisé que tout ajustement de ses taux d'intérêt directeurs aurait lieu quelque temps après la fin de ses achats nets dans le cadre du PPA et sera progressif.

* Le taux d'inflation annuel espagnol a accéléré pour atteindre 9,8% en mars 2022, contre 7,6% en février, un chiffre bien au-delà des 8% attendus par le marché, selon des estimations préliminaires de l'Instituto Nacional de Estadística. Il s'agit du taux le plus élevé depuis mai 1985, en raison de l'augmentation généralisée des prix de la plupart de ses composantes, notamment l'électricité, le carburant et les denrées alimentaires et les boissons.

Le taux annuel d'inflation de base, qui exclut les éléments volatils tels que les denrées alimentaires non transformées et les produits énergétiques, a quant à lui atteint 3,4% en mars, soit le taux le plus élevé depuis septembre 2008.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, le secteur automobile, grand gagnant de la veille, a subi des dégagements. Faurecia, Valeo et Renault ont ainsi figuré parmi les plus importants repli du marché parisien. En revanche, les investisseurs ont favorisé les valeurs liées aux matières premières dans le sillage de la progression de ces dernières. Vallourec, TotalEnergies et Eramet ont ainsi fini aux avant-postes.
* Dans une déclaration transmise à Reuters, Air France-KLM dit prendre acte de l’arrêt du tribunal de l’Union européenne sur le recours déposé contre la décision de la Commission européenne du 17 mars 2017. Ce recours vient d’être rejeté. Pour rappel, l’autorité de la concurrence de l’UE avait imposé, il y 5 ans, des amendes pour un montant global d’environ 790 millions d’euros à un cartel composé de 12 compagnies du fait d’une entente sur le marché du fret aérien. Air France-KLM explique qu’il analysera sans délai l'arrêt du jour dans la perspective d’un pourvoi devant la cour de justice.

Il précise que les amendes qui avaient été infligées sont provisionnées à hauteur de 350,6 millions d'euros, intérêts inclus, dans les comptes au 31 décembre 2021.

* Sur une place parisienne dans le rouge, Unibail-Rodamco-Westfield a terminé quasiment à l'équilibre mercredi (+0,06%), à 68,46 euros l'action, après avoir présenté sa stratégie à l'horizon 2024. L'exploitant de centres commerciaux donne la priorité au désendettement et à son recentrage sur le Vieux Continent. Le groupe prévoit que son Ebitda retrouve en Europe son niveau d'avant la pandémie en 2024. De plus, il promet le retour à un « dividende pérenne » à partir de l'exercice 2023.

" Après l'achèvement de son plan de désendettement, qui comprend une réduction majeure de son exposition financière aux Etats-Unis entre 2022 et 2023, URW émergera comme un des tout premiers opérateurs européens de centres commerciaux, avec un portefeuille d'actifs de grande qualité et très performants situés dans les meilleures zones de chalandise des principales métropoles européennes ", a affirmé le groupe.

* Herige (-4,46% à 47,10 euros) a réalisé en 2021 un résultat net part du groupe de 19,1 millions d'euros, contre 10,5 millions d'euros un an plus tôt. Grâce à la dynamique d'activité enregistrée sur l'ensemble des métiers du Groupe et les actions de performance, le résultat d'exploitation du cimentier ressort à 31,2 millions d'euros, en hausse de 58,4% par rapport à 2020 et de 70,5% par rapport à 2019. Le taux de marge gagne également 1,1 point de pourcentage pour s'élever à 4,4%.

Malgré des tensions inflationnistes sur les matières premières, le transport et l'énergie, l'EBITDA 2021 atteint 46,9 millions d'euros, en progression de 34,3% par rapport à 2020 et de 49,6% par rapport à 2019.

Herige a enfin réalisé un chiffre d'affaires de 712 millions d'euros, un niveau record reflet d'une croissance de 18,6% (18,8% à périmètre constant) par rapport à 2020 et de 14,5% par rapport à 2019. Il a été porté par une solide dynamique de toutes les activités du groupe.

* Pizzorno Environnement a gagné plus de 4% à 39,2 euros après la publication d'un chiffre d'affaires 2021 robuste. Le groupe varois, spécialisé dans les poubelles et le recyclage, a réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires de 208,3 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021, en progression de 4,8%. Cette performance du groupe présent dans l'ensemble des métiers du déchet est supérieure à la borne haute de l'objectif fixé, entre 200 et 205 millions d'euros. Midcap Partners tablait sur 206,7 millions.

Pizzorno Environnement a bénéficié du dynamisme de l'activité Traitement-Valorisation, dont le chiffre d'affaires a progressé de 14,9% à 45,7 millions d'euros sur l'exercice. Il a été tiré par la mise en service du nouveau casier du centre de stockage de Pierrefeu-du-Var.

L'activité Propreté est ressortie en croissance de 2,3% à 162,6 millions d'euros, portée par le démarrage des nouveaux contrats de collecte et de nettoiement en France, ceux-ci ayant compensé l'arrêt volontaire des contrats au Maroc (Marrakech et Oumazza) car peu rentables.

Au 31 décembre 2021, Pizzorno Environnement bénéficie d'un solide carnet de commandes, ne comprenant que les commandes fermes, qui s'élève à 629,7 millions d'euros.

* Pearson a chuté de 6,82% au London Stock Exchange, à 732,20 pence par titre, après que le fonds Apollo Global Management a renoncé à acquérir le groupe. L'éditeur britannique a en effet révélé avoir rejeté une troisième offre, reçue le 28 mars, de la part du fonds américain, qui était prêt à payer 870 pence par action en espèce pour racheter l'intégralité des actions Pearson en circulation. Les actionnaires auraient également eu le droit de recevoir le dividende de l'exercice 2021, soit un montant supplémentaire de 14,2 pence par action.

"Le conseil d'administration du groupe britannique a examiné la troisième proposition, avec ses conseillers financiers et juridiques, et a conclu qu'elle sous-évaluait considérablement la société et ses perspectives d'avenir", a déclaré Pearson dans un communiqué.

De son côté, Apollo a déclaré avoir été "incapable de trouver un accord avec le conseil d'administration de Pearson quant aux termes d'une offre pour la totalité du capital social émis et à émettre de Pearson" et a confirmé en conséquence ne pas avoir l'intention de faire une offre sur l'éditeur.

**ANALYSES**

* L'inflation était déjà un problème pour les Européens avant l'invasion de l'Ukraine fin février. Le déclenchement des hostilités n'a fait qu'accélérer les choses. Au mois de mars, la hausse a atteint 9,8% sur un an en Espagne et 8,3 % en Belgique. En Allemagne, les prix à la consommation ont bondi de 7,3 %, le rythme le plus élevé depuis l'automne 1981.

Ce sont bien sûr les prix de l'énergie qui expliquent l'accélération très nette de l'inflation. Ils comptent pour environ 11 % de l'indice des prix à la consommation et les tarifs du gaz et du pétrole se sont envolés depuis l'offensive russe. Les premiers ont bondi de 52 % depuis le début de l'année et les seconds de 64 %.

Cela ne devrait pas changer à court terme. L'inflation devrait continuer à grimper au cours des prochains mois. Les économistes de Goldman Sachs anticipent une hausse sur 12 mois de 8,9 % en juillet ce qui serait, selon eux, le pic. Sur l'année, la hausse des prix à la consommation s'élèverait à 7,8 % sur l'année dans la zone euro. En Allemagne, en cas de rupture d'approvisionnement en gaz russe, le Conseil économique des sages estime qu'elle pourrait atteindre jusqu'à 9 % en 2022. D'autres n'excluent plus une hausse à deux chiffres cet été de l'autre côté du Rhin.

« Les prix de l'énergie devraient rester plus élevés plus longtemps », constate Christine Lagarde, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) qui s'exprimait à Chypre ce mercredi.

La mise en place de sanctions européennes pour affaiblir le régime de Vladimir Poutine entraîne une hausse des prix. Elle paraît difficilement évitable à court terme vu le niveau de dépendance aux hydrocarbures russes. En 2019, l'Union européenne importait 47 % de son charbon, 41 % de ses achats de gaz et 27 % de son pétrole à la Russie.

La Russie et l'Ukraine représentent par ailleurs près de 30 % des exportations mondiales de blé, tandis que la Biélorussie et la Russie produisent environ un tiers de la potasse mondiale, un ingrédient clé dans la production d'engrais. Les tensions sur les prix alimentaires vont donc elles aussi perdurer.

Enfin, « les goulots d'étranglement mondiaux de la fabrication devraient persister dans certains secteurs », selon Christine Lagarde. L'Ukraine produit par exemple 70 % du gaz néon de la planète, essentiel pour la fabrication de semi-conducteurs.

Toutes ces raisons font que les entreprises européennes interrogées par Bruxelles n'ont jamais été aussi nombreuses à attendre une hausse des prix à l'avenir.

Voilà qui place les gouvernements européens et la BCE dans une situation très difficile. Après deux ans de « quoi qu'il en coûte » pendant la pandémie de Covid, la dette publique des Etats européens s'est considérablement alourdie. Or, comme les salaires et les prestations sociales sont aujourd'hui très peu indexés sur l'inflation, contrairement à ce qui prévalait dans les années 1970, les gouvernements sont enclins à prendre des mesures pour défendre le pouvoir d'achat des ménages, qu'il s'agisse de baisses de taxes ou d’indemnisations plus ou moins ciblées. Pour minimiser les risques sociaux. Mais pas seulement.

Il s'agit aussi de parer la mise en place d'une boucle inflationniste et d'éviter que les entreprises augmentent fortement les salaires, ce qui entamerait leur compétitivité. Toutefois, il sera probablement impossible d'éviter un recul du pouvoir d'achat cette année en Europe. D'autant que, parallèlement, le moral des chefs d’entreprises européens baisse significativement, tout comme celui des ménages, ce qui laisse entrevoir un ralentissement de l'activité économique à venir.

Toute la difficulté de la BCE est là. Une hausse des taux aurait peu d'impact sur le prix des matières premières, déterminé par les événements géopolitiques alors qu'un resserrement monétaire pourrait, au contraire, entamer la croissance.

L'année 2022 pourrait bien être celle de la stagflation en Europe, c'est-à-dire la concomitance d'une forte inflation et d'une faible croissance, comme lors des deux premiers chocs pétroliers de 1973 et 1979. Les ménages n'en sortiront pas gagnants et les risques sociaux vont devenir importants. C'est malheureusement ce que Vladimir Poutine espère.

**L’AGENDA DU 31 mars 2022**

**8h45 en France**

Inflation en mars

Consommation des ménages en biens en février  
  
**9h55 en Allemagne**

Taux de chômage en février  
  
**11h00 en zone euro**

Taux de chômage en février  
  
**14h30 aux Etats-Unis**

Inscriptions hebdomadaires au chômage

Revenu et consommation des ménages en février

Indice des prix PCE en février  
  
**15h45 aux Etats-Unis**

Indice des directeurs d'achat de la région de Chicago en mars